

# Introduction

« Quand le dernier arbre sera abattu,  
la dernière rivière empoisonnée,  
le dernier poisson pêché,  
alors vous découvrirez que l'argent  
ne se mange pas. »

Proverbe amérindien

## IL ÉTAIT UNE FOIS...

Il aura fallu des milliers d'années pour que le chasseur-cueilleur devienne paysan, mais quelques décennies seulement pour remplacer le paysan par l'exploitant agricole. Comment s'est opéré ce tour de passe-passe ? Il y a 12 000 ans, la « révolution néolithique » marque un tournant pour l'humanité. Les hommes, qui se sédentarisent, commencent à cultiver la terre et domestiquer les animaux. Une véritable révolution culturelle ! La terre, qui était le domaine des femmes pratiquant la cueillette, devient alors celui des hommes, qui pénètrent ses entrailles pour l'ensemencer. Représentée jusqu'alors par la déesse mère, la religion devient patriarcale et adopte un dieu créateur.

Jusque dans les années 1950, l'agriculture était encore familiale. Si la condition paysanne était rude, les maisons sans confort et l'espérance de vie moins longue qu'aujourd'hui, l'activité agricole était riche en savoir-faire ancestraux, garantissait l'équilibre des écosystèmes, préservait la biodiversité, donnait un revenu à des familles entières et créait des emplois durables. De plus, la terre nourrissait les hommes sans qu'on ait besoin de lui injecter engrais chimiques et pesticides. Avec la Première Guerre mondiale, l'exode rural vide les campagnes, et la chimie s'invite dans les champs. Avec la Seconde, l'exode se poursuit et l'agriculture intensive entre en scène, avec un seul but : maximiser la production, en abreuvant les sillons de produits impurs et mortifères. Un arsenal d'engrais, d'herbicides, de fongicides, d'insecticides et autres régulateurs de croissance – « recyclage » des gaz toxiques utilisés pendant la guerre –, viennent soutenir les rendements. Ce système agricole imite non pas la nature, mais l'industrie. Pourtant, comme le dit Philippe Desbrosses, agriculteur bio et créateur de la ferme de Sainte-Marthe, en Sologne : « La terre n'est pas un champ de bataille pour l'industrie lourde et la pétrochimie. » Hélas, au fil du temps, nous lui en avons demandé toujours plus, et elle s'est bien transformée en véritable champ de bataille, au sol pollué et épuisé !

Dans son rapport public annuel de 2010, même la Cour des comptes en convenait : « En matière agricole, le principe “pollueur payé” prévaut sur celui de “pollueur payeur”. » Elle dénonçait l’immense gaspillage des deniers publics, d’abord utilisés pour soutenir des systèmes de production qui détériorent les ressources naturelles (en polluant les sols, l’eau...), puis dépensés pour remédier à cette même pollution... « Nous soucier de la nourriture est inscrit dans nos gènes, et nous en avons été privés pendant trop longtemps, rappelle Janine Benyus. Si nous pouvions à nouveau considérer le fait de cultiver la nourriture comme un acte biologique sacré qui nous relie à toutes les créatures vivantes, nous réclamerions peut-être à grands cris un système agricole qui crée des communautés, contienne les ravageurs, ne laisse pas partir le sol dans les rivières et n’utilise pas de produits chimiques étrangers à nos tissus. [...] Si nous sommes vraiment acquis à la durabilité, dans tous les domaines, l’agriculture doit figurer tout en haut de notre liste de priorités, constituer le premier repas du nouveau jour. Un changement de cette ampleur nécessitera l’esprit de coopération de chacun d’entre nous, et s’appuiera sur la seule caractéristique que nous ayons en commun : un besoin primaire de manger<sup>1</sup>. »

Puissent les gouvernements du monde entier entendre ce message ! Au début du xx<sup>e</sup> siècle, dans les pays occidentaux comme le nôtre, on comptait 75 % d’agriculteurs. Il en reste 1,5 % aujourd’hui. Il y avait en France 2 280 000 fermes en 1955, et seulement 400 000 exploitations agricoles en 2020. Et quarante d’entre elles disparaissent chaque jour... Il est grand temps d’en finir avec le dogme selon lequel plus un pays a une population rurale et paysanne importante, plus il est pauvre et arriéré. Les réserves de nourriture, sur toute la planète, ne représentent que cinquante jours de consommation (trois jours pour l’Île-de-France<sup>2</sup>), et ce chiffre a tendance à diminuer, car nous

<sup>1</sup> Janine M. Benyus, *Biomimétisme. Quand la nature inspire des innovations durables*, Rue de l’échiquier, 2011, 2017.

<sup>2</sup> Étude du cabinet en développement durable Utopies, « Autonomie alimentaire des villes », mai 2017, [www.utopies.com](http://www.utopies.com).

consommons toujours plus que ce que nous produisons. Vers qui les nations vont-elles se tourner pour trouver de la nourriture ?

En 2008, 14 000 milliards de dollars – environ le quart du PIB mondial – ont été généreusement octroyés aux banques par les gouvernements du monde. « Et dire qu'un centième ou un millième de cette somme n'est jamais mobilisable pour la santé, l'éducation, la création d'emplois, la protection de l'environnement et autres dignes entreprises<sup>3</sup> ! » s'exclame Susan George. La même année, les émeutes de la faim touchent près d'un milliard de personnes. Ces crises, nées dans les campagnes, finissent par gagner les villes. Et surtout les grandes villes. Elles ne concernent plus seulement les pauvres, mais aussi les classes moyennes. Un tsunami alimentaire semble de plus en plus probable. La hausse des prix alimentaires due aux conflits, à la fragilité économique et aux effets du dérèglement climatique (combinés à des pertes d'emploi liées à la pandémie de covid-19) rendent les aliments nutritifs inabordable pour des millions de familles dans le monde. La Banque mondiale a estimé que la pandémie pourrait faire basculer 97 millions de personnes dans l'extrême pauvreté d'ici à la fin 2021<sup>4</sup>.

« Produire et consommer localement tout en échangeant la rareté devrait être un slogan universel, affirme l'agroécologue Pierre Rabhi. Pour cela, une politique foncière considérant la terre nourricière, l'eau, les semences, les savoirs, les savoir-faire comme biens inaliénables doit être établie. En attendant ces dispositions inspirées par un réalisme élémentaire, cultiver son jardin quand cela est possible devient, au-delà d'une activité alimentaire, un acte politique et de légitime résistance à une logique de monopole fondée sur des critères strictement lucratifs et aléatoires<sup>5</sup>. » D'un Pierre à l'autre, ce n'est pas le célèbre botaniste Pierre Lieutaghi qui aurait contredit ces propos. En 1980,

<sup>3</sup> Susan George, *Leurs crises, nos solutions*, Albin Michel, 2010.

<sup>4</sup> <https://news.un.org/fr/story/2021/07/1099762>

<sup>5</sup> Pierre Rabhi, *Manifeste pour la Terre et l'Humanisme*, Actes Sud, 2008.

dans un texte publié par *Le Sauvage* (n° 71), il écrivait déjà : « Pour en finir avec la famine, la guerre, l'économie de marché, le technocratie, la pollution, l'industrie, le chômage et le reste, il faut envisager la solution jardin. Il n'y a que deux façons de gérer la planète. L'une mène au jardin. L'autre à l'usine. L'une à la multiplication de la vie, l'autre à la consommation de la vie. Le jardin, c'est l'unité écologique de base. La cellule normale de la Terre humanisée. » Une réflexion toujours d'actualité ?